Extrait du site UGTG.org

url :Â <http://ugtg.org/spip.php?article2288>

En Guadeloupe, il nâEuros™y a pas dâEuros™eau alors que nous ne sommes pas en guerre.

- Dossier spÃ©cial LKP -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : jeudi 12 janvier 2017

Mis Ã jour le : jeudi 12 janvier 2017

UGTG.org

L'ONU vient de déclarer comme « crime de guerre » la privation d'eau potable infligée aux 5,5 millions d'habitants de DAMAS (capitale de la SYRIE). Un pays en guerre.

En Guadeloupe, il n'y a pas d'eau alors que nous ne sommes pas en guerre.

Et pourtant, la gestion de ce précieux liquide, qui nous appartient à tous, a été confiée des socialistes internationaux soi-disant pour plus d'efficacité et pour le bien-être des Guadeloupéens.

La réalité est tout autre :

[-] Plus de 50% de la ressource produite disparaît à cause de la vétusté des canalisations.

[-] Des conduites existantes en amiante ciment où l'eau potable et eaux usées se mélangent ;

[-] Des prix différents du mètre cube en fonction de la localisation géographique et du gestionnaire.

[-] Des doutes sérieux sur la qualité et la potabilité de l'eau du robinet.

C'est une gestion de l'eau qui rime avec pénurie, restriction, corruption, qualité douteuse et prix exorbitant.

Et cela dure depuis des décennies malgré l'engagement des élus et de l'Etat dans le cadre du protocole LKP du 04 mars 2009 qui proposait déjà la mise en place d'un véritable service public de production et de distribution de l'eau, en régie directe.

KI JAN NOU RIVE LA :

En réalité, les élus ont confié la gestion de notre eau à des capitalistes afin de se faire financer en retour, certains de leurs projets, avec l'argent de l'eau ; ce qu'ils n'auraient pas pu faire dans le cadre d'une gestion en régie directe.

Il s'agit en fait d'une stratégie de détournement de fonds publics dont la population guadeloupéenne est aujourd'hui la victime.

Les multinationales qui gagnent notre eau, le font pour leurs propres intérêts et pour ceux des élus et non pour le bien-être des Guadeloupéens.

Le prix payé par l'utilisateur couvre les frais liés à la production, à l'entretien, à la maintenance des réseaux, à l'investissement, à la distribution, à la qualité et à la rémunération des travailleurs.

Et pourtant le remplacement des canalisations et la mise aux normes du réseau n'ont pas été effectués d'ailleurs la santé n'est pas la priorité.

POUR UNE REGIE DIRECTE AU SERVICE DES USAGERS DE GUADELOUPE.

En Guadeloupe, il n'y a pas d'eau alors que nous ne sommes pas en guerre

Régler le problème de l'eau en Guadeloupe passe obligatoirement par la mise en place d'une gestion de l'eau en régime directe :

[] Régime directe de production à l'échelle de la Guadeloupe toute entière ;

[] Régime directe de distribution au niveau des communautés agglomération.

Dans ce cadre, le prix payé par l'utilisateur sert exclusivement à la production, à l'entretien, à la maintenance des réseaux, à l'investissement, à la distribution, à la qualité et à la rémunération des travailleurs et non à l'enrichissement des actionnaires des multinationales ni au financement des campagnes électorales des élus.

L'eau n'est pas une marchandise mais un bien précieux qui nous appartient à tous. C'est l'intérêt des guadeloupéens qui doit être mis en avant et non celui des arrivistes, des profiteurs et autres agoulou.

Une eau de qualité, à un prix juste, accessible à tous, à tout moment, et préservant l'intégrité globale, cela n'est possible que dans le cadre d'un établissement public chargé de la gestion d'un service public de production et de distribution de l'eau.

A travers le monde, c'est le même constat et la même volonté de retirer la gestion de l'eau de sous les griffes des multinationales. Amsterdam, Vienne, Paris, Toulouse, Grenoble, Aix en Provence, Rouen, Munich, Malmö, etc. ont déjà repris en régime directe la gestion de leur eau dans un vaste plan de « remunicipalisation de la gestion de l'eau » pour en finir avec la domination des multinationales sur ce bien public précieux.

Depuis 2009, LKP exige :

1. La mise en régime directe de notre eau tant au niveau de la production que de la distribution de l'eau pour en finir avec la spéculation et revenir à un prix juste et équitable ;

2. L'arrêt de toutes les délégations de service public et autres prestations de service public confiées aux opérateurs privés ;

3. Le transfert des salariés des opérateurs privés vers les régies avec maintien de tous les acquis ;

4. La création d'un nouveau réseau de distribution sans charge supplémentaire pour les usagers (Nouveau réseau).

Gwadeloup s'écrit maintenant GWADLOUPÉEN DOUBOUT !

LKP - Lapwent 09 Janv. 2016